

Service vétérinaire - Environnement, santé et bien-être des  
animaux  
32 rue Georges Polizer  
27000 EVREUX

ÉVREUX, le 12/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AGRI ENERGIE SAS**

Impasse de La Bataille  
27350 Étréville

Références : 2023-01778  
Code AIOT : 0005805033

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2023 dans l'établissement AGRI ENERGIE SAS implanté Impasse de La Bataille 27350 Étréville. L'inspection a été annoncée le 29/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 24/03/23, lors de la réunion de la commission de suivi de site de l'établissement, l'association AM2R (Association pour une Méthanisation Raisonnée en Roumois) a adressé au sous-préfet de Bernay un courrier faisant état d'une pollution par des particules plastiques relevée sur une parcelle du plan d'épandage de la SAS AGRI-ENERGIE. L'inspection s'inscrit dans le cadre du traitement de ce signalement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRI ENERGIE SAS
- Impasse de La Bataille 27350 Étréville
- Code AIOT : 0005805033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de méthanisation d'autres déchets non dangereux soumise à enregistrement : rubrique 2781.2a pour un volume de 82t/jour (arrêté préfectoral n°DDPP-21-149).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traitement du signalement du 24/03/2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 1.5.1	/	Sans objet
2	Stockage de matières liquides	Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 7.2.1.4	/	Sans objet
3	Traitement du digestat	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 2.1.2	/	Sans objet
6	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 1.1.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 2.6.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Dans la lagune de stockage du digestat, la présence de surnageant contenant une quantité anormale de particules plastiques constitue une non-conformité.

### **2-4) Fiches de constats**



## N° 1 : Modifications des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation
<b>Constats :</b> Un hangar de stockage de matériel est en cours de construction sur le site de l'établissement. La dalle béton et la charpente métallique du hangar sont en place. Au jour de la présente inspection, cette construction n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance adressé au préfet.  Un moteur de cogénération est en cours d'installation dans le bâtiment technique de l'établissement. Il est destiné à la production d'électricité pour une utilisation au sein de l'établissement, à partir du biogaz de l'installation de méthanisation. Au jour de la présente inspection, cette installation n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance adressé au préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Stockage de matières liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 7.2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuvettes de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de matières liquides autres que le digestat, les matières en cours de traitement ou les effluents d'élevage susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir servant au stockage de ces matières liquides,</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p><b>Constats :</b> Sur l'aire extérieure de stockage des matières entrantes, des matières solides d'origine végétales sont stockées contre un mur en parpaing. Une des extrémités de ce stockage n'est pas délimitée par ce mur, sur une distance d'environ 1m, ce qui rend possible l'écoulement d'effluents issus de ce stockage en dehors de l'aire placée sous rétention.</p> <p>Des fûts de TECSEL 810 et de GLYSANTIN G48 Ready Mix/40 blue-green sont entreposés dans l'aire de stockage extérieure des matières entrantes. L'exploitant a précisé que ces fûts viennent d'être réceptionnés et que cet emplacement de stockage est temporaire.</p> <p>Dans le local technique. Des bidons de 10L de produits comburants et de produits inflammables sont entreposés à proximité, sans dispositif de rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Traitement du digestat

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites en inertes et impuretés du digestat
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 08 janvier 2018 sus-visé est ainsi modifié :  Les teneurs en impuretés et inertes du digestat respectent les valeurs suivantes avant épandage :</p> <p>Inertes et Impuretés : VLE (g /kg MS)  Plastiques &gt; 2 mm : 3  Verres &gt; 2 mm : 3  Métaux &gt; 2 mm : 3  Plastiques + Verres + Métaux &gt; 2 mm : 5</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection débute par un examen visuel des parcelles ZA 59 de la commune de Cauverville en Roumois et ZA 2, 22, 24 et 25 situées sur la commune d'Apperville-Annebault</p> <p>Au bord de la parcelle ZA59, en bord de la RD89, il est constaté la présence de particules de plastique sur une surface approximative de 10 m2. Selon l'exploitant, cette zone correspond à la zone de vidange de la cuve de digestat utilisée pour l'épandage.</p> <p>L'examen des parcelles ZA 2, 22, 24 et 25 à Apperville-Annebault ne met pas en évidence la présence anormale de particules de plastiques.</p> <p>De retour sur le site de l'établissement, il est constaté que le surnageant de la lagune de stockage du digestat avant épandage comporte de nombreuses particules de plastiques, dont la taille excède 2mm.</p> <p>L'exploitant a identifié cette situation suite au signalement de l'association AM2R lors de la commission de suivi de site du 24/03/23, en procédant au débâchage partiel de la lagune afin de visualiser la surface du digestat.</p> <p>La présence anormale de ces particules de plastiques s'explique par leur accumulation en surface au cours des années antérieures, avant la mise en place du système de filtration actuel.</p> <p>Le pompage de la lagune en vue de l'épandage du digestat s'effectue par le bas et le fort abaissement du niveau de la lagune, à 1 m de profondeur environ actuellement, a pu entraîner une partie du surnageant.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir arrêté le pompage du digestat dans la lagune, dans l'attente de sa vidange et du traitement des particules plastiques.</p> <p>Examen du rapport d'analyses de matières fertilisantes n°A_MF21.1683.1-1 pour un prélèvement "digestat liquide lot 4 lagune" réceptionné le 23/08/21 (autocontrôles de l'exploitant) : les résultats de l'annexe 1 (analyse des inertes et impuretés) ne mettent en évidence aucune présence de plastiques / verre / métaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Consistance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 1.1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage des digestats
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lagune couverte de stockage de digestats de 4148 m <sup>3</sup> utiles
<b>Constats :</b> La lagune de stockage du digestat est habituellement couverte en totalité par une bâche.  Lors de l'inspection, il a été constaté que la moitié de la lagune n'était plus couverte, la bâche et le pont métallique central ayant été endommagés par le vent.  L'exploitant a indiqué que la bâche a été très partiellement décrochée afin de visualiser la surface du digestat, en vue de rechercher la présence éventuelle de particules de plastiques dans le surnageant du digestat. La tension de la bâche n'a pas permis de la remettre en place en totalité ce qui a dû entraîner cet endommagement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Incidents et accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration et rapport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le 24/03/23, lors de la réunion de la commission de suivi de site de l'établissement, l'association AM2R (Association pour une Méthanisation Raisonnée en Roumois) a adressé au sous-préfet de Bernay un courrier faisant état d'une pollution par des particules plastiques relevée sur une parcelle du plan d'épandage de la SAS AGRI-ENERGIE.  Suite à ce signalement, l'exploitant a adressé un rapport d'incident à la DDPP de l'Eure, par courriel en date du 28/03/23.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet